

Pour un véritable plan Marshall à l'hôpital !

Après plusieurs mois de mobilisation, le « plan d'urgence pour l'hôpital » a été présenté le 20 novembre. Pour FO, il reste éloigné des enjeux et maintient la pression sur les dépenses hospitalières.

La hausse annoncée des dépenses de l'assurance maladie de 1,5 Md€ sur trois ans est insuffisante pour régler les problèmes de fond.

L'ONDAM (objectif national de dépenses d'assurance maladie) reste très insuffisant : si le PLFSS ne prévoyait que 2,1% d'augmentation des dépenses de l'assurance maladie de 2020 à 2022, la croissance des besoins demeure estimée à plus de 4%. Le plan d'urgence remonte le plafond à seulement 2,4% et l'ONDAM hospitalier à 2,4% sur toute la période. En outre, les économies imposées dans le cadre de la « maîtrise médicalisée » sont inchangées et s'élèvent toujours 4,2 milliards d'euros d'économie ! Et la question du financement à moyen terme demeure...

La reprise d'une partie de la dette hospitalière par l'Etat à hauteur de 10 Mds€ étalée sur trois ans, permet de libérer 300 M€ par an pour les hôpitaux qui pourront consacrer une part moins importante au remboursement de leur dette. Toutefois, tous les établissements en difficulté ne seraient pas concernés et le montant apparaît dérisoire, comparé aux 84,2 Mds€ que totalise le budget des hôpitaux, il représente un effort de 0,36% ! Enfin, la reprise de la dette appellera probablement une réduction de la dépense publique de l'Etat si celui-ci conserve l'objectif de redressement des comptes publics formulé dans le programme de stabilité.

Enfin, le versement d'une prime annuelle de 800€ pour les infirmiers et aides-soignants gagnant moins de 1950€ nets ne concerne que les personnes travaillant en région parisienne. Une mesure bien maigre qui bénéficiera à seulement 40 000 personnes, soit moins de 4% des agents de la fonction publique hospitalière. En outre, une prime annuelle de 300€ pour le personnel paramédical sera versée selon des modalités laissées à l'appréciation de la direction. La sous-rémunération et sous-valorisation des métiers et des carrières est un problème structurel, participant à la dégradation du travail et du soin, qu'une simple prime exceptionnelle ne peut résoudre.

Globalement, ces mesures restent très largement insuffisantes d'autant qu'elles contournent une nouvelle fois l'augmentation du point d'indice, l'exigence d'un plan d'investissement massif pour l'hôpital public ainsi que les problèmes liés au management et aux conditions de travail.

Depuis de nombreuses années, FO alerte sur les conséquences des politiques d'austérité qui vont à l'encontre de la raison d'être du service public, à savoir répondre aux besoins et garantir un accès étendu et égalitaire.

Dans ces conditions, la confédération FO soutient la mobilisation et les actions de sa fédération des services publics et de santé et de ses syndicats pour obtenir le plan Marshall dont l'hôpital a besoin urgemment, une véritable reconnaissance salariale pour tous, des effectifs à la hauteur des besoins et défendre les régimes de retraite.

Paris, le 29 novembre 2019

Contacts :

Nathalie HOMAND
Secrétaire confédérale

**Secteur de l'Economie et
du Service public**

✉ [nhomand](mailto:nhomand@force-ouvriere.fr)
[@force-ouvriere.fr](mailto:nhomand@force-ouvriere.fr)
☎ 01.40.52.84.45

Serge LEGAGNOA
Secrétaire confédéral

**Secteur Protection
Sociale Collective**

✉ [slegagnoa](mailto:slegagnoa@force-ouvriere.fr)
[@force-ouvriere.fr](mailto:slegagnoa@force-ouvriere.fr)
☎ 06.07.65.77.71
☎ 01.40.52.83.94